

Octobre 1917 : Une révolution ne meurt jamais vraiment

-

Quel impact durable ?

Bruno Drweski (ANC)

Toute révolution constitue un processus qui commence avant la révolution, qui se poursuit tout au long de l'expérience révolutionnaire et qui se prolonge¹ après le reflux du processus révolutionnaire en laissant des suites mais aussi des conséquences toujours vivantes. Car la révolution est un processus de ruptures successives dans un organisme social vivant et donc marqué simultanément par des phénomènes de continuités avec la société pré-révolutionnaire. Révolution et contre-révolution sont donc entremêlées du début du processus jusqu'à ce qui n'est jamais en fait une fin mais une pause, puisqu'une révolution en fait ne meurt jamais vraiment car elle donne naissance à des processus nouveaux mais aussi à de nouvelles révolutions qui ont essaimé à partir du noyau territorial ou national initial. Un historien prenant un minimum de distance avec l'objet d'étude révolutionnaire ne peut nier qu'il existe des liens qui sont parfois difficiles à distinguer entre idéologie(s) des Lumières, révolution anglaise, révolution américaine, révolution française, révolution haïtienne, révolution russe de 1905/17, révolution mexicaine, révolution chinoise de 1911/49/66, révolutions anticoloniales multiples, etc. D'ailleurs, même des historiens aussi superficiels dans leurs analyses du phénomène Octobre 17 comme François Furet², et dans la foulée tous les 'Livres noirs du communisme', ont dû baser leurs dires sur cette réalité qui crevait malgré tous leurs yeux puisqu'ils ont décidé de s'engager sur la voie de l'amalgame systématique entre toutes les révolutions des 'Lumières' pour justifier leur vision contre-révolutionnaire de l'histoire humaine. Il faut donc aujourd'hui poursuivre dans cette voie non plus pour dénoncer seulement les 'dérives' ou les 'perversions' de la Révolution d'Octobre mais analyser l'héritage vivant, contradictoire et indéracinable de cet événement qui a changé définitivement le destin de l'humanité.

La Révolution d'Octobre fut un coup de force dirigé par les bolcheviks qui a représenté l'aboutissement du processus révolutionnaire qui avait commencé avec les révoltes paysannes dans les campagnes de l'empire de Russie au début du XXe siècle, qui s'était poursuivi avec la grande

¹ Bruno Drweski (Dir.), *Octobre 1917 : Causes, impact, prolongements*, Actes du colloque « Octobre 1917 – 80 ans après », Université de Paris 8, Presses Universitaires de France, 1999. 444 p.

² François Furet, *Penser le XXe siècle - Le Passé d'une illusion*, Paris, Robert Laffont, 2007, p. 813; Denis Berger et Henri Maler, *Une Certaine idée du communisme - Répliques à François Furet*, Éd. du Félin, 1996.

‘répétition générale’ de 1905, qui s’était prolongé avec les mouvements de grèves précédent immédiatement la marche de la Russie vers la guerre mondiale puis avec les grèves qui reprirent dès 1916, entraînant en finale la Révolution de février/mars 1917 qui abolit la monarchie et fit éclater toutes les frustrations accumulées par des siècles de servage, de retard économique, d’industrialisation incomplète, de dynamiques sociales et de répressions. Une fois le régime tsariste abattu, toutes les contradictions jusque là réprimées de la société russe éclatèrent sans plus qu’aucune force ne soit immédiatement en état de canaliser les groupes sociaux, nationaux, régionaux, religieux ou même parfois tribaux et claniques, etc. qui manifestaient chacun dans le désordre, leurs exigences, dans une situation de misère généralisée et de guerre atroce ayant perdu tout sens aux yeux des masses. L’État se délitait et l’armée avec. Les bolcheviks allaient se révéler dans ce contexte la seule force organisée, disciplinée en état de canaliser l’énergie de soldats quittant massivement le front pour aller partager dans leurs villages la terre encore aux mains des grands propriétaires, tandis que les ouvriers formaient des soviets qui prenaient le dessus sur les propriétaires des usines et cherchaient à imposer la nationalisation immédiate alors que Lénine était conscient qu’un ‘contrôle ouvrier’ aurait d’abord été nécessaire pour que le prolétariat soit en état de maîtriser la production en apprenant auprès des ‘spécialistes bourgeois’. Les bolcheviks canalisèrent donc un fleuve impétueux qui voulait aller plus loin que le possible et, pour ce faire, il fallut écouter les masses, analyser le réel, canaliser les masses, réprimer les contre-révolutionnaires et parfois réprimer aussi les aventuristes issus de ces mêmes masses voulant tout tout de suite. Dans une situation d’expérimentation, d’urgence, de manques de cadres formés et d’appétits devenus insatiables dès lors que la masse des soldats-moujiks avaient découvert au front, dans les villes et dans des pays plus développés les perspectives ouvertes par la modernité. Le 7 novembre 1917, grâce surtout aux soviets de soldats qui avaient pris le dessus sur les officiers au sein de l’armée ‘post-tsariste’, les bolcheviks organisèrent le coup de force qui allait renverser le pouvoir vermoulu, opportuniste et hésitant issu de la révolution de février. Ils reçurent immédiatement l’appui du congrès des soviets des délégués ouvriers, soldats et paysans. Octobre 17 fut donc techniquement quelque chose qui ressemblait à un coup d’état mais qui fut en fait avant tout un grand mouvement des masses organisées, de soldats en rébellion contre leurs officiers aristocrates, tout le contraire donc de ce que la littérature contre-révolutionnaire a voulu considérer comme un coup d’état, puisqu’un coup d’état est organisé par une armée disciplinée contrôlée par ses officiers supérieurs liés aux classes dominantes. Un coup d’état est conservateur alors qu’un coup de force militarisé de soldats, de sous-officiers ou même d’officiers issus ou proches du peuple est une révolution en devenir. Et octobre 1917 allait donc bien être une révolution qui allait changer la face non seulement de la Russie mais celle du monde entier, et dont les effets se sont révélés irrévocables jusqu’à aujourd’hui malgré la disparition formelle en 1991 de l’État qui en fut le fruit direct.

Une révolution ne meurt jamais vraiment

Aucune révolution n'est jamais vraiment morte en fait car, même quand elle est formellement défaite comme ce fut le cas de la France en 1815, elle laisse toujours un héritage qui fait que ses idées réapparaissent de façon récurrente, car elle a galvanisé une base sociale réelle qui a mentalement rompu avec l'ordre pré-existant, cela même si aucune rupture n'est jamais totale et que des éléments de l'ancienne société survivent au sein même des masses et de leurs (fausses) consciences, ce qui explique pour une large part les contradictions, les aléas et les retours en arrière que l'on a pu constater dans chaque processus révolutionnaire.

Ce sont largement d'ailleurs ces contradictions issues de l'ancienne société, mais issues aussi des contradictions nouvelles qui ont éclaté entre les différents groupes ayant participé ensemble mais parfois avec des intérêts potentiellement divergeant au lancement du processus révolutionnaire qui vont multiplier les facteurs de tensions au sein de ce processus. Processus issu en plus des contraintes exercées de l'extérieur depuis 1914 dans un contexte de compétition avec les puissances impérialistes plus développées. L'accumulation bien plus que l'amalgame de toutes ces contradictions a généré avec le temps tout ce qui a pu apparaître aux uns comme des déviations ou des perversions du projet initial 'pur' et aux autres comme des contraintes indispensables, nécessaires, justifiées, pour la survie et la poursuite du processus révolutionnaire. Les tragédies qui accompagnent tout processus de rupture avec un ordre ancien, social, économique, politique, idéologique, moral, vermoulu mais rigide et oppressif et qui s'écroule dans un grand fracas doivent être analysées 'objectivement', c'est-à-dire en prenant un minimum de recul et de remise en contexte. Là où les violences révolutionnaires éclatent face à une situation de violences à la fois déjà contre-révolutionnaires et pré-révolutionnaires, et face à l'exacerbation des pressions et des violences contre-révolutionnaires qui s'exercent au cours d'une 'guerre civile' qui est aussi, et même surtout, une guerre d'interventions de puissances extérieures attachées à protéger partout dans le monde l'ordre pré-existant dont elles tiraient des bénéfices directs ou indirects. La violence crue ou, au contraire différée, fait partie intégrante de façon logique de tout processus où s'entrechoquent forces de révolution et forces de contre-révolution. Une révolution 'de velours', une révolution 'fleurie' ou 'colorée' n'a de sens que comme outil de propagande du groupe dominant, car une vraie révolution est un acte imposé par un groupe opprimé et marginalisé contre un groupe dominant exerçant une violence de situation. Si le rapport de force joue en faveur d'un camp ou d'un autre, sa violence pourra éventuellement se limiter à une forme de violence répressive 'passive' exercée contre les tenants de l'ordre aboli, mais il y aura toujours violence, c'est-à-dire 'monopole du droit à exercer l'usage de la force', et donc violence implicite ou explicite des rapports sociaux jouant en faveur d'un groupe ou d'un autre, d'une classe donc. Les dites

‘révolutions de velours’ ne sont donc rien d’autre que des contre-révolutions dans le cas de l’Europe orientale d’après 1989 ou, dans le cas de la révolution portugaise de 1974 dites ‘des oeillets’, des révolutions mais qui se sont produites dans une situation où la force des armes était tombée entièrement aux mains des promoteurs d’un camp contre un autre, et qui ont pu exercer leur position de monopole sur les forces de répression pour forcer des changements allant dans le sens de l’intérêt des groupes occupant soit déjà des positions de pouvoir comme ce fut le cas avec la nomenklatura révisionniste des pays socialistes européens, soit, au contraire, des positions marginales mais clefs dans le contexte où la masse des militaires subalternes de l’armée coloniale portugaise avait été forcée à mener une guerre perdue, ce qui les amena vers une idéologie révolutionnaire et donc une action révolutionnaire. L’armée, dès lors qu’elle est composée en partie d’enfants du peuple et d’enfants des classes dirigeantes, est également une force où se déroule en interne une lutte de classes, à la fois idéologique et sociale. D’où des phénomènes aussi opposés que le chavisme, le nasserisme, le sankarisme ou la révolution militaire libyenne de 1969 à opposer aux coups d’état de Somoza, de Pinochet, de Nguyen Van Thieu ou de Lon Nol. Il en allait de même en 1917 si l’on compare la tentative de coup d’état de Kornilov et le coup de force des bolcheviks.

Dans le cas d’Octobre 1917 et de ses suites, forces révolutionnaires et contre-révolutionnaires se sont entrechoquées, d’abord dans un contexte de ‘guerre civile’ puis au sein même des structures du pouvoir en principe ‘totalement’ révolutionnaire. Si on ne comprend pas cette contradiction majeure qui fait que la révolution mais aussi la contre-révolution se poursuit à l’intérieur même de la révolution, on ne peut pas expliquer pourquoi l’État socialiste a finalement été emporté par une contre-révolution sociale qui s’est nichée au sein même de l’appareil d’État³. L’histoire du socialisme en acte, et du communisme en acte, au XXe siècle nous a appris que la lutte des classes se déroule entre autre au sein même du socialisme. C’est parce que ce fait pourtant évident a été ignoré autant par les théoriciens du conservatisme ou du néo-conservatisme et par beaucoup de ‘marxistes repentants’ incapables d’analyser les ‘tragédies du stalinisme’ autrement qu’en utilisant des lunettes moralisatrices que l’on a très peu produit d’explications rationnelles permettant d’avoir une vision d’ensemble sur le pourquoi du démantèlement de l’intérieur du ‘camp

³ Bruno Drweski (Dir). *Slovo*, Vol. 43-44, « Gagnants et perdants : une génération après... Le ‘postcommunisme’ en Europe du Centre et de l’Est », 2014, 210 p. ; Bruno Drweski, Claude Karnouh (Dir.), *La grande braderie ou le pouvoir de la Kleptocratie à l’Est*, Le temps des cerises, 2005, 308 p. ; Bruno Drweski, « Quelles luttes, quelles classes ? La fin du socialisme réel : quels acteurs ? Quels bénéficiaires ? Quels perdants ? », in *Slovo*, « Gagnants et perdants... », Op. Cit., pp. 21-36. ; « Liens sociaux, atomisation sociale, comportements électoraux - Les bases sociales des différentes orientations en Pologne depuis 1989 », Actes du colloque de l’Institut de Recherches marxistes : *Relations sociales et acteurs sociaux à l’Est*, 25-26 novembre 1995, Paris, l’Harmattan 1996, pp.77 – 102.

socialiste' en Europe, mais aussi des deux pays européens initialement socialistes n'y appartenant plus, l'Albanie et la Yougoslavie. Chose qui ne s'est pas répétée en Asie ou à Cuba pour des raisons que les théoriciens du 'totalitarisme communiste' n'essaient même pas d'expliquer.

La force motrice de la Révolution française, malgré Thermidor et 1815, a rejailli en 1830, 1848, 1871 et finalement à nouveau avec la reconstitution d'un côté de la bourgeoisie IIIe République française, ainsi que d'un autre côté avec le développement du phénomène de masse qu'allait être le communisme français. Il en est allé de même avec les révolutions mexicaine, haïtienne, chinoises 1911/49/66, etc... Et on peut constater aussi le même phénomène dans la Russie, l'ex-URSS et les anciens pays du camp socialiste. Les dirigeants actuels de presque tous ces pays, même lorsqu'ils profèrent des slogans réactionnaires, sont issus des classes sociales qui n'avaient aucun accès au pouvoir avant le socialisme, ce qui donne aux nouveaux pouvoirs une apparence hybride qui les rend en finale peu légitimes, faibles et mouvants. Sauf, dans une certaine mesure, dans le cas de la Russie où la nouvelle équipe dirigeante sait user avec habileté d'un savant dosage entre légitimité post-révolutionnaire, légitimité nationale pré-révolutionnaire et capacité d'adaptation aux contraintes du monde contemporain. Même sous Poutine, la Russie n'échappe cependant pas à la loi du caractère hybride et vacillant de la légitimité d'un régime 'post-eltsinien' qui ne peut pas rejeter le passé soviétique sans pour autant pouvoir s'y associer pleinement. C'est dans ce contexte qu'il faut mesurer aujourd'hui en quoi la révolution russe connaît des prolongements qui se sont révélés durables et qui devraient en conséquence nourrir les prochaines générations dans les républiques directement issues d'Octobre 17 comme dans le monde entier. Car, en plus d'apporter des changements structurels fondamentaux et irréversibles, la révolution russe a également apporté des changements de principes fondateurs dans le monde entier qui continuent à exercer une influence profonde sur le destin de l'humanité, même quand les structures officielles cessent d'appuyer leur propre légitimité sur les principes mis de l'avant au départ par la révolution.

Démocratisation durable des rapports sociaux

La première des conquêtes d'octobre 17 fut d'organiser la soif de promotion sociale et d'avancement culturel des masses, ce que les bolcheviks surent canaliser, organiser, généraliser, non sans contradictions mais néanmoins de façon durable. La démocratisation des rapports sociaux, la promotion des classes populaires à des postes de pouvoir, constitue une constante depuis 1917 qui se manifeste jusqu'à aujourd'hui. Ni Poutine ni Loukachenko ni même Porochenko ne sont des descendants de nobles blancs qui seraient revenus au pouvoir lors d'une restauration ou des descendants d'anciens contre-révolutionnaires, mais ce sont des fils du peuple, comme il en va de même dans tous les États post-socialistes, à quelques exceptions minimales près. Même un 'prix Nobel de la paix' comme Walesa en Pologne titillerait toujours le pie des vaches comme ses parents

et grands-parents s'il n'y avait pas eu Octobre 17. Aujourd'hui, les exigences sociales légitimées par la Révolution d'Octobre continuent donc à exercer leur pression sur la vie politique de la planète entière, y compris quand elles prennent des apparences déformées ou archaïques. Personne n'oserait de façon ouverte depuis Octobre 17 puis la défaite des fascismes par l'Armée rouge lors de la Seconde Guerre mondiale remettre en cause publiquement le principe même de la démocratie politiquement égalitaire et du devoir de l'État d'assurer un minimum de 'cohésion sociale'. C'est par le biais d'une hypocrisie 'droidelommiste' ou du 'devoir d'ingérence humanitaire' que l'impérialisme justifie ses appuis aux groupes politiques qui, dans les faits, combattent la démocratie populaire et souveraine en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, au Yémen, en Corée du sud, au Venezuela, en Ethiopie, au Congo, en Ukraine ou ailleurs.

Mobilisation des femmes

La démocratisation des rapports sociaux a entraîné des changements majeurs dont nous ne sommes pas toujours conscients tant les propagandistes du système dominant tendent à en faire oublier les fondements et les origines. Parmi ceux-là, il y a en particulier les droits accordés aux femmes, en particulier le droit de vote des femmes (la moitié de la population !). Il faut savoir que le premier pays en Europe (le second au monde après la Nouvelle Zélande) qui a accordé le droit de vote aux femmes fut la Finlande qui formait un duché autonome au sein de l'empire de Russie et où les masses imposèrent dès 1906, dans la foulée de la révolution russe de 1905 donc à laquelle la Finlande avait participé, le droit de vote aux femmes. Exemple qui fut suivi quelques années après par deux pays scandinaves voisins, la Norvège et le Danemark, ce qui témoignait déjà de l'impact des mouvements révolutionnaires opérant alors à partir de l'empire russe. Puis ce fut en 1917 le tour de toute la Russie qui accorda le droit de vote aux femmes et, dans la foulée, en 1918, tous les pays d'Europe orientale voisinant avec la Russie ou ayant été touchés par les 'fraternisations' des soldats au front qui se virent obligés de faire de même, pays Baltes, Pologne, Tchécoslovaquie, Allemagne, Roumanie, Albanie. ...Alors que dans de nombreux pays occidentaux, en particulier en France, les femmes ne furent considérées comme des citoyennes à part entière qu'en 1945 seulement ! (soit dans la foulée de la victoire de l'Armée rouge et de la mobilisation de la résistance communiste lors de la Seconde Guerre mondiale). Aujourd'hui, peu de grands médias acceptent de rappeler que sans la révolution russe les femmes n'auraient pas obtenu leurs droits civiques, mais personne n'ose officiellement non plus dans l'immense majorité des pays du monde remettre en cause cette conquête démocratique de base. Preuve donc de la vigueur de ce qu'ont imposé les révolutionnaires russes.

Sans soviets, pas « d'État-providence »

Démocratisation des rapports sociaux, promotion sociale et droits des femmes autant de chose que les soviets ont imposé au monde. Il en va de même avec ce que l'on nomme aujourd'hui l' 'Etat-providence' voire le 'modèle social européen', ou mieux, 'l'Etat social de droit'. Il faut savoir que jamais avant 1917, nulle part dans le monde, il n'y a eu de gouvernement social-démocrate ou 'keynesien'. Ce n'est qu'à partir de 1917 que la bourgeoisie effrayée par 'les bolcheviks avec leur couteau entre les dents' a soit lâché du lest sous la forme de concessions 'social-démocrates' dès 1918 en Allemagne puis ailleurs en Europe, soit réagi par la terreur de masse sous la forme des fascismes. Et c'est aussi à partir de ce moment là, ce qui n'est pas un hasard, qu'on a vu apparaître des organismes chargés en principe de 'civiliser' les rapports internationaux devenus sauvages à partir de 1914, avec la Société des Nations, et les rapports sociaux trop inégalitaires et désormais considérés comme déstabilisateurs pour l'ordre social impérialiste, avec l'Organisation internationale du travail. Et ce n'est pas un hasard non plus si ce n'est que depuis 1991 qu'on remet en cause un peu partout dans le monde, sous la pression du néolibéralisme, du néoconservatisme et du mondialisme capitaliste les fondements dudit 'Etat-providence'. La fin du défi bolchevik immédiat a aussi sonné la fin de la 'récréation social-démocrate', ce que les partis 'socialistes' eux-mêmes ont acté en acceptant de devenir à travers toute la planète de pâles figures social-libérales de leurs maîtres néo-libéraux. Mais néanmoins, et cela démontre notre thèse selon laquelle les révolutions exercent un effet différé qu'on ne peut jamais éliminer, toutes les réformes antisociales introduites ici ou là dans le monde depuis une trentaine d'années ont du l'être soit en utilisant des violences extrêmes comme les thérapies de choc accompagnées parfois d'événements comme le bombardement en 1993 du parlement russe démocratiquement élu, soit de façon voilée en introduisant ces régressions subrepticement, par étapes, et en divisant la sociétés en groupes constitués par en haut et mis en concurrence, catégories socio-professionnelles 'moyennes' ou 'inférieures' opposées les unes aux autres, ou ethnies et religions 'prises en main' par des 'intégristes' ou des 'nationalistes' mis au service de l'ordre mondial dominant. Mais personne n'ose pour le moment remettre formellement en cause le 'modèle social' imposé indirectement au Etats occidentaux par les bolcheviks après 1917 puis après 1945.

Politique de paix, de désarmement et de sécurité collective

Jusqu'au démantèlement du 'camp de la paix' en 1989, des termes comme paix, désarmement, sécurité collective étaient entrés dans le vocabulaire diplomatique international et aucun État n'aurait maintenu un 'ministère de la guerre' ou 'des armées', tous optant alors en principe pour la 'défense nationale'. Là encore, ce changement qui n'était pas que symbolique était réalisé sous l'effet des décrets de paix bolcheviks qui avaient progressivement conquis le monde. Seul Hitler et ses alliés eurent l'audace de vouloir s'y attaquer frontalement, et on sait ce qu'il en

advint. Même aujourd'hui quand les tambours de guerre peuvent désormais raisonner sans rencontrer de résistance idéologique et étatique aussi puissante qu'à l'époque du 'camp de la paix', les auteurs de guerres doivent user d'un vocabulaire humanitaire 'démocratique' ou même 'pacifiste' pour justifier leurs agressions. On remarquera également que ce sont les pays qui continuent à se référer au socialisme, comme la Chine, Cuba ou la Corée, ou qui restent les héritiers de fait des pouvoirs soviétiques, Russie, Kazakhstan, Biélorussie, etc. qui continuent à œuvrer le plus résolument en faveur d'un équilibre international garant de paix et peut-être même à nouveau de désarmement. Preuve irréfutable que, là encore, l'impact des décrets léninistes de la paix de 1917 a conquis une légitimité indéracinable dans les faits et dans les consciences, même quand on veut en cacher l'origine réelle.

Droit des peuples à la souveraineté

La Révolution russe, c'est aussi l'affirmation du droit des peuples à l'autodétermination, de la prise en compte de l'existence des nationalités dominées jusque là et de l'égalité des peuples. Souffle révolutionnaire en direction de l'Ouest, Octobre 17 fut aussi un souffle dé-colonisateur en direction de l'Est et du Sud. Dans la foulée, la nouvelle Union soviétique allait soutenir les mouvements de libération nationale, qu'ils fussent communistes ou non, rappelons le soutien à Sun Yat sen en Chine, le soutien au mouvement indonésien Sarakat islam qui allait donner naissance par la suite au Parti communiste indonésien et l'appui du Komintern à l'insurrection du Rif d'Abd el Krim⁴. Toutes les révolutions anticoloniales furent donc peu ou prou associées au pays d'Octobre. Là encore, nous assistons aujourd'hui, avec l'affaiblissement puis la disparition du camp socialiste, au développement d'un néocolonialisme qui n'osait pas dire son nom jusque là. L'agression visant l'Irak en 2003 aurait été en effet impensable avant 1991 dans le cas du monde 'bipolaire', pas plus que la façon unilatérale de régler le conflit autour de la question de Koweït en 1991. C'est justement cette hypocrisie qui témoigne du fait que les principes émis en Octobre/Novembre 1917 à Petrograd restent toujours inattaquables de front. Octobre 1917 fut donc une victoire immortelle puisque les conséquences de la contre-révolution furent certes réelles mais qu'elles restent fondamentalement jugées illégitimes, ce qui était impensable au moment du Congrès de Berlin qui partagea sans aucune honte toute l'Afrique. D'où la défaite des États-Unis en Irak après celle du Viêt-Nam à l'heure du reflux de la légitimité impérialiste.

⁴ Ce qui pose d'ailleurs aussi la question de l'existence d'une lutte des classes qui ne se déroule pas seulement publiquement, mais aussi dans les partis communistes ou dans les armées ainsi que au sein des structures nationales et des cercles religieux existant depuis bien avant la révolution. Un révolutionnaire ne doit jamais négliger tous les espaces sociaux où se déroulent les conflits de classe. Voir à cet effet, entre autre, Bruno Drweski, < <http://www.lapenseelibre.org/article-marx-lenine-les-bolcheviks-et-l-islam-n-60-104736418.html> >

Quel impact durable ?

Les constats que nous venons de faire nous amènent fort logiquement à poser la question de l'impact durable de la Révolution d'Octobre qui fut donc bien une révolution, c'est-à-dire une rupture radicale, définitive et durable, à la fois sociale et mentale, avec l'ordre pré-existant. La démocratie dont se parent la plupart des grandes puissances de nos jours est certes pratiquée à 'géométrie variable', mais il n'en reste pas moins que son principe même est devenu inattaquable, à la fois dans les rapports intérieurs à chaque pays et dans les rapports internationaux. Les élites dominantes sont donc amenées du coup à la vider de son contenu par étapes et subrepticement, par manipulations, en alternant '*hard power*' anti-démocratique et '*soft power démocratique*'. Ce qui démontre l'illégitimité fondamentale de leurs auteurs et le fait que leur navire prend en fait l'eau en permanence et qu'ils arrivent de moins en moins à écoper⁵. L'URSS avec toutes ses ambiguïtés, ses contradictions, et les autres États socialistes qui allaient se constituer dans la foulée, ont représenté des avancées qui continuent à exister, et donc à vivre. Des personnes issues des classes populaires peuvent continuer à accéder à des postes de pouvoir, des femmes participent à la vie politique, économique et sociale, les États admettent qu'ils ont une responsabilité sociale qui dépasse le rôle de veilleur de nuit du capital, l'idée de paix est toujours privilégiée, la colonisation et l'inégalité entre pays, États et peuples est condamnée, etc. Tout cela doit être en grande partie mesuré à la faveur des acquis d'Octobre 17 et des mouvements révolutionnaires et de libération nationale qui bourgeonnèrent dans la foulée. Même si les mouvements révolutionnaires, socialistes et démocratiques qui se sont manifestés tout au long du XIXe siècle dans différents pays du monde ont préparé le terrain au bouleversement qui allait se produire dans le 'maillon faible' de l'impérialisme. Car la révolution d'Octobre 17 ne fut pas qu'une révolution en Russie, les obus pourtant tirés à blanc du cuirassé Aurore ayant été entendus sur toute la planète. Cet événement constitue un point de non retour, un événement irréversible, à comparer avec les acquis de la Révolution française qui ont produit leurs effets à long terme malgré Thermidor, l'Empire puis la Restauration. La vigueur des campagnes de propagande anticomunistes récurrentes et systématiques partout dans le monde aujourd'hui, alors même que les partis communistes révolutionnaires sont souvent affaiblis ou ont disparu, témoigne en fait de la vigueur des sentiments et des idées produites par le mouvement révolutionnaire en Russie. On ne combat que ce qui est vivant. Personne n'aurait l'idée de mener aujourd'hui des campagnes médiatiques mondialisées contre le système pharaonique, napoléonien ou ottoman. Et ce n'est donc pas un hasard s'il y a des

⁵ Voir à cet égard l'article d'Aziz Krichen, < <http://www.madaniya.info/2017/10/19/grandes-mutations-contexte-arabe-international> >

campagnes dé-communisatrices qui sont menées dans les franges orientales et ailleurs de l'Union européenne alors que c'est le silence qui prévaut pour les héritiers du franquisme, du salazarisme, des colonels grecs et même des nazis dans les pays baltes ou ailleurs. La preuve est donc faite par ses adversaires mêmes que le communisme n'est pas mort, ce que semblent cependant à l'étape actuelle mieux percevoir les bourgeoisies mondialisées que les avant-gardes prolétariennes. Les violences anticommunistes qui se sont généralisées en Russie en 1993 au moment du pilonnage du parlement russe ou en Ukraine depuis 2014 témoignent du fait que l'éradication du communisme s'est révélée en fait impossible. On a là un phénomène qui rappelle les tentatives d'éradiquer les racines du jacobinisme dans la France de la Restauration d'après 1815. Or, on sait ce qu'il en advint par la suite, les idées de la Révolution ayant opéré un retour.

La restauration elstino-poutinienne en Russie s'est cependant beaucoup plus vite engluée dans des contradictions telles qu'elle est somme toute allée moins loin si l'on compare avec ce qui s'est produit en France sous Louis XVIII et Charles X. Ce qu'on peut expliquer par le fait que, à l'époque, certains pays comme la Russie ou l'Angleterre n'avaient pas été atteints par le souffle des révolutionnaires français et étaient donc restés plus 'purement conservateurs' par rapport aux jacobins et aux idéaux rousseauistes. Alors que le souffle de 1917 a eu dès le départ un impact sur la planète entière qui a fondamentalement changé partout les consciences humaines, y compris dans les pays restés les plus réactionnaires.

Ce qui explique pourquoi cette année, à l'occasion du centenaire de la Révolution d'Octobre, et sur proposition de Poutine et de Lavrov, se tient à Sotchi le Festival mondial de la jeunesse et des étudiants organisé la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, de tendance communiste ...Imagine-t-on après 1815 que Louis XVIII ait laissé organiser et même poussé activement à proposer publiquement la candidature d'une ville française à une rencontre internationale de jacobins et de républicains ? Ce simple fait témoigne d'une réalité profondément enracinée et d'autant plus notable que Poutine ne camoufle pas son anticommunisme. Il doit cependant tenir compte de la réalité et de l'héritage dont il est à la fois le fruit et le porteur, ce qu'il sait faire d'une manière remarquable. La Russie n'a pas enterré et ne pourra donc pas enterrer Octobre 17, pas plus que les couches sociales et les nations qui, partout sur la planète, ont été touchées par le souffle de cet événement. Octobre 17 n'est donc pas mort, ni sur la scène internationale ni dans la politique extérieure de la Russie poutinienne ni sur la scène intérieure russe où d'ailleurs son impact dépasse largement le cercle des forces se proclamant ouvertement communistes. Dans le reste du monde, il en va de même à des degrés variables selon les pays.

Le problème auquel nous sommes confrontés est donc ailleurs, ce n'est pas 'à droite' qu'on ignore l'impact de la Révolution russe, là où l'on continue à en combattre subrepticement les effets et les principes sans vraiment oser le dire, et en dénonçant le bolchevisme ...au nom des principes

mis de l'avant souvent pour la première fois le plus souvent par ...les bolcheviks, ou, comme Poutine et beaucoup de gouvernants plus intelligents, en essayant de limiter l'impact de la révolution tout en tentant de s'en servir à l'occasion. Le problème est 'à gauche', là où l'on a tendance à se comporter plus souvent comme une courroie de transmission de la bourgeoisie en s'appuyant sur une mauvaise conscience et une culpabilité récurrente de type chrétien, poussé à faire un *mea culpa* permanent. Car la gauche est aujourd'hui souvent tombée aux mains de parvenus qui, comme on le sait, sont souvent bien pires pour les couches populaires que les aristocrates issus des vieilles familles qui n'ont plus rien à prouver et peuvent donc faire montre parfois d'une certaine compréhension à l'égard des aléas de l'histoire. Aléas dont les vrais héritiers d'Octobre 17 devront savoir profiter un jour.

Contradictions, incohérences et cohérences dans la Révolution

Si nous observons superficiellement le processus qui s'étale d'Octobre 1917 à décembre 1991, nous constatons que le discours officiel qui a dominé tout au long de cette période a été marqué par des évolutions, des ruptures et des incohérences évidentes. La légitimité du régime au pouvoir officiellement, derrière quelques principes socialistes et marxistes-léninistes de base répétés sempiternellement, a été marquée par des 'tournants' que seuls en fait les adeptes des 'purges' ont tenté d'expliquer à leur façon mais que le camp que je qualifierais de 'néo-thermidorien' n'a jamais pu ou même tenté d'expliquer. Car si le camp de la révolution admet d'emblée que les organismes sociaux sont divisés en camps antagonistes, le propre des contre-révolutionnaires est de promouvoir l'idée d'un 'intérêt commun' censé être situé au-dessus des intérêts des groupes constitutifs d'une société, des classes aux intérêts souvent antagonistes. On se replie alors sur une analyse des formes pour ne plus analyser le fond. C'est ainsi qu'un Trotsky éjecté violemment du train de la révolution, a pu reprendre le concept de totalitarisme émis 'en positif' par Mussolini pour définir le système qu'il était en train de construire pour l'étendre 'en négatif' à ce qu'il a appelé 'stalinisme', terme vague et réducteur en fait. Il s'appuyait sur un fait apparent réel mais formel, dans le cas italien, comme dans le cas soviétique ou dans le cas allemand. On avait effectivement à faire dans ces trois cas à un régime bâti sur un parti unique où le culte du 'guide' était omniprésent dans une situation de violence et de répression réelle. Mais derrière cette apparence, nous avons toujours affaire à des régimes fondamentalement différents. D'abord, vu de l'extérieur, il y avait là une légitimité radicalement opposée, internationalisme ici, nationalisme ethnique ou raciste exacerbé là, culte de la compétition et de l'inégalité ici, légitimation de l'émulation, de l'entraide et de l'égalité là. D'où le monolithisme affiché des partis fascistes où le culte du chef se marie logiquement avec le '*führerprinzip*', l'absence donc du principe même de démocratie, en interne comme en externe, alors que dans les partis dits 'staliniens' le 'centralisme démocratique', donc l'approbation ne

serait-ce que formelle par la base, reste le fondement et, en conséquence, que les divergences ne peuvent être refusées *a priori*. D'où les luttes de fractions et les purges ou contre-purges ainsi que les mouvements de masses *a priori* légitimes, comme les grèves ouvrières de Pologne ou de Hongrie ou la Révolution culturelle chinoise quand les 'rebelles' maoïstes les plus radicaux ont repris explicitement le modèle de démocratie directe de la Commune de Paris pour l'opposer aux cadres du Parti dénoncés comme 'révisionnistes' et 'embourgeoisés'. Chose qui aurait été impensable dans un État totalitaire de droite. D'où le fait que les États 'totalitaires' de droite sont des États monolithiques et impérialistes alors que les États décrets 'totalitaires' de gauche sont des États qui rechignent à toute politique expansionniste, lui préférant le désarmement et la sécurité collective et dans lesquels la violence s'exerce en revanche entre les différentes fractions participant plus ou moins au fonctionnement de l'État 'totalitaire' ...qui n'est donc pas monolithique, et par voie de conséquence, qui n'est pas fondamentalement 'totalitaire' dans les faits. Il ne faut jamais oublier non plus que l'Union soviétique est aussi le produit de ce que Churchill avait lui-même appelé 'la Croisade des 14 nations' mise en branle par les impérialismes, alors que les fascismes sont le produit d'une réaction de bourgeoisies impérialistes affaiblies visant à détruire en interne tout mouvement de promotion des classes populaires pour propulser l'État vers l'expansion extérieure. Sous cet angle, il y a bien plus de traits communs entre les 'démocraties bourgeoises', coloniales ou impérialistes, et les États de type fascistes, eux-aussi expansionnistes et au service des mêmes groupes sociaux possédant les moyens de production et d'échange.

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser les contradictions qui se sont faites jour au sein de l'URSS au cours de son histoire, qu'elles portent sur des questions fondamentales ou sur des questions connexes. Pourquoi par exemple considérer *a priori* des personnages comme Trotsky, Kamenev, Zinoviev, Boukharine, Toukhatchevsky et bien d'autres comme 'antistaliniens' dès le départ, même lorsqu'ils ont participé à des processus politiques ayant l'aval ou même en principe initiés par Staline, et considérer des personnages comme Yagoda ou Iéjov, comme des 'staliniens' lorsqu'ils ont participé à des répressions de masse et qui seraient simplement 'tombés en disgrâce' on ne sait trop pourquoi lorsqu'ils ont été condamnés ? L'explication par la folie ou la paranoïa du 'dictateur' devient dès lors la seule explication possible mais elle peine cependant à convaincre car ce produit par excellence du hasard se répète systématiquement aux dires mêmes des réactionnaires dans tous les pays touchés de près ou de loin par le socialisme et les phénomènes révolutionnaires. Il y a donc des logiques sociales et générales bien plus profondes qui opèrent et que la seule explication individualiste de l'histoire ne parvient tout simplement pas à saisir. Pourquoi aussi se limiter à analyser toutes ces personnalités produites par la révolution en terme individuel sans chercher à savoir à quels cercles sociaux ils furent liés à chaque étape de la révolution et quels intérêts globaux ils ont pu représenter ? Pourquoi décréter *a priori* que Staline était un dictateur

omnipotent sans envisager qu'il n'ai pu être qu'un arbitre plus ou moins habile, plus ou moins 'génial', plus ou moins puissant, entre factions révolutionnaires, post-révolutionnaires voire contre-révolutionnaires ? Pourquoi ne pas vouloir considérer toute l'histoire de la société soviétique comme un processus contradictoire entre courants convergents puis divergents, et donc comme une société qui n'a jamais été monolithique, et donc totalitaire, même si ses participants ont tous pu avoir intérêt jusqu'au début des années 1980 à camoufler cette réalité ou tout au moins à vouloir l'éliminer dans un contexte de 'forteresse assiégée' de l'extérieur et de conflits d'intérêts souvent contradictoires exacerbés par les processus de promotion sociale de masse provoqués par la révolution et la résistance de ceux qui étaient parvenus à une certaine stabilité de leurs positions dans une société encore largement misérable ? Questions qui n'éliminent pas la nécessité de poser la question du mode de production réel qui s'est développé aux différentes étapes de 'construction du socialisme'.

Les historiens bourgeois n'arrivent pas à expliquer et ne tentent d'ailleurs même pas d'expliquer depuis 1989/1991 'l'énigme' d'un système censé être 'totalitaire monolithique' qui s'est pacifiquement auto-dissous de l'intérieur car ils ne veulent pas voir la révolution comme un processus social, mais comme un coup d'état fait par des individus 'caractériels' ou 'violents' mais sans liens profonds avec leur société vivante. Une 'collection de sbires' ou de 'frustrés' plus ou moins intelligents ou diaboliques en quelque sorte et qui auraient su abuser des masses, d'abord ensemble avant de s'entredéchirer pour attraper à leur seul profit des miettes de pouvoir. Pouvoir qui se serait exercé au dépens de masses abruties d'abord 'poussées' à la révolution puis 'mises en quasi-esclavage' pour des raisons que ces analystes ne peuvent expliquer autrement que par une vision élitiste de l'histoire réservant toujours ses 'belles pages' aux seuls groupes sociaux auto-décrités 'responsables' et dénigrant en bloc tous les autres comme de quasi 'nihilistes', même quand ils ont fait d'un empire arriéré une société multinationale devenue une puissance industrielle de taille mondiale en l'espace de trois générations alors que les puissances occidentales sont parvenues à ce stade au bout de plusieurs siècles et en bénéficiant des ressources conquises dans leurs colonies. Ce qui ne fut jamais le cas de l'Union soviétique qui, au contraire, utilisa une grande partie au moins de sa 'plus-value' au profit des régions déshéritées et 'coloniales' d'abord de l'URSS puis de tout le 'bloc socialiste'.

Il est clair que dans tout processus révolutionnaire/contre-révolutionnaire il existe une dynamique interne et des pressions externes qui jouent à l'intérieur de l'appareil du pouvoir, dans un corps social où les divergences profondes provenant de l'ancienne société ont éclaté au grand jour au moment de la révolution, pour être ensuite plus ou moins canalisées, et donc réprimées pour certaines d'entre elles afin de privilégier d'autres tendances coexistant au sein des larges masses. Les paysans, riches ou pauvres, proches des villes ou éloignés, russes ou non russes, éduqués ou

non éduqués, les ouvriers, les soldats, les artisans, les commerçants, les intellectuels, etc, ne pouvaient pas avoir toujours et partout les mêmes intérêts ni les mêmes mentalités, même si tous avaient eu intérêt globalement et plus ou moins à soutenir au départ la révolution, le partage des terres, l'égalité sociale, l'égalité des sexes, l'émancipation nationale, la promotion du et des peuple(s), etc. La révolution a été un accélérateur du progrès mais aussi un accélérateur des contradictions existant avant 1917, mais elle ne les a pas supprimées, elle ne pouvait pas les supprimer. Elle devait les dépasser ...dans une société obligée d'abord de 'rattraper' les puissances développées et toujours dominantes à l'échelle mondiale. On constate cela dès le début dans les contradictions existant par exemple dans le domaine de l'art et de la création artistique, entre différentes écoles en principe toutes engagées dans le processus révolutionnaire. On le voit aussi sur le plan des mœurs entre partisans révolutionnaires d'un changement radical des rapports entre les sexes et sur les questions de sexe, et partisans tout aussi 'révolutionnaires' d'une moralité plus 'conservatrice' ici et/ou là. L'histoire du rapport à l'avortement par exemple et de l'évolution des législations sur cette question, mais aussi sur la participation concrète de la 'cuisinière' à la gestion de l'État ont divisé tout au long de l'existence du camp socialiste. Elles constituent des révélateurs des contradictions réelles existant au sein même des différents milieux appartenant aux classes populaires engagées dans la Révolution, de 1917 à 1991, et encore depuis.

C'est dans ce contexte là aussi que nous pouvons, et que nous devons, également nous emparer d'un sujet qui a été totalement négligé dans les études, à savoir la peine de mort pendant toute la période soviétique. Peine de mort supprimée d'emblée immédiatement, et contre l'avis de Lénine alors plus 'réaliste', après la prise de pouvoir par les bolcheviks puis rétablie avec la montée de la contre-révolution. Mais peine de mort à nouveau supprimée effectivement, ce qu'on oublie, dans la foulée de la victoire de la 'Grande guerre patriotique', et cela malgré la situation de disette généralisée et de violences extrêmes vécue par la société soviétique dans un pays ruiné par la guerre, détruit par l'occupation, saccagé par la destruction de beaucoup de liens sociaux et ravagé par une délinquance de masse. Suppression de la peine de mort qui était jugée négativement par la masse des citoyens soviétiques mais qui fut pourtant supprimée d'en haut et qui n'allait être rétablie seulement que avec la guerre froide. Alors comment comprendre dans ce contexte le 'Staline' des 'grandes purges' yagodiennes puis iéjoviennes⁶, le 'Staline' de la suppression de la peine de mort et de la déportation des 'peuples détestés' pour soupçon de collaboration et le 'Staline' du rétablissement de la peine de mort dans un contexte de guerre froide imposée par la puissance dominante du moment ? Cet exemple ouvre beaucoup d'autres questionnements sur ce qu'on a

⁶ Voir à ce sujet l'approche d'un historien 'néo-stalinien iconoclaste': « Yezhov vs. Stalin: The Causes of the Mass Repressions of 1937-1938 in the USSR », *Journal of Labor and Society*, 20, September, 2017, pp. 325-347.

nommé par un concept réducteur, celui de 'stalinisme'. Exemple qui nous pousse à analyser également sous un angle nouveau les discussions, souvent brimées par les uns ou par les autres, sur les droits que devait accorder ou imposer la constitution de 1936 ou aussi les programmes contradictoires, mais qu'il faut désormais éviter de considérer de façons schématiques, du XIXe congrès par opposition à celui du XXe congrès du Parti communiste soviétique.

Puisqu'elle s'est largement désintégrée de l'intérieur, la société qui a émergé dans le cadre du 'socialisme réel' fut donc une société vivante, porteuse de contradictions. Les libéraux, les conservateurs comme les fascistes ont voulu la voir comme un bloc monolithique et totalitaire, ce qui correspondait à leurs intérêts, mais les porteurs d'une analyse concrète de la situation concrète, ceux qui se revendiquent en particulier de la démarche méthodologique initiée par un Marx et un Engels ne peuvent se satisfaire de suivre ces jugements prononcés *ex cathedra*. Ils ne peuvent se contenter de cataloguer une société selon des critères moralistes quasi- ou néo-religieux, et indépendamment de ce qu'on pense de la religion et de la spiritualité en soi, ils doivent s'atteler à analyser les phénomènes humains dans leurs contradictions, ce qui inclut également le phénomène révolutionnaire qui fut lui-aussi et bien sûr, un phénomène contradictoire. Le fait que, parmi les dirigeants communistes, ce soit avant tout Staline puis Mao, envoyés désormais tous deux en enfer par tous les 'marxistes de salon', qui aient développé quelque peu la thèse de l'exacerbation des contradictions de classe au fur et à mesure du développement du socialisme a permis aux dénonciateurs du 'stalinisme' d'échapper souvent aux exigences de scientificité, en ré-introduisant une démarche moraliste déconnectée des réalités de classe. En ce sens là, et quelque soit donc ce que l'on pense de la 'personnalité' d'un Staline ou d'un Mao, et bien plus encore des courants sociaux au sein desquels ces derniers ont dû agir concrètement, le 'communisme' fut bien le 'mouvement du réel' dans une société réellement existante, à l'échelle nationale et internationale. Le communisme est donc bien le mouvement du réel, si on prend comme base de départ les masses et comme objectif ultime les masses, chose que la disparition de l'Union soviétique n'a évidemment pas fait disparaître d'un coup de baguette magique, fût-elle libérale et en principe agnostique. Et c'est là où nous nous sommes arrêtés aujourd'hui et c'est donc là que nous devons reprendre le chemin de la recherche et de la pensée libre, si nous voulons avancer, comprendre et réenclencher le processus d'émancipation des êtres et des masses humaines, émancipation qui passe d'abord par l'émancipation de la pensée créatrice, et donc critique.